

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
WT/COMTD/W/78
29 janvier 2001

(01-0434)

Comité du commerce et du développement

STRATÉGIE EN MATIÈRE D'ASSISTANCE TECHNIQUE À L'OMC

Note du Secrétariat

La présente note reprend de nombreux éléments relatifs à l'assistance technique publiés ces cinq dernières années dans différents documents établis à l'intention du Comité du commerce et du développement et porte sur les questions soulevées lors des deux journées de réflexion sur l'assistance technique (18 et 19 juillet 2000), et les points mentionnés à deux réunions récentes de groupes de travail internes sur la coopération technique.

Comme l'assistance technique fournie par l'OMC ne se limite pas aux activités de la Division de la coopération technique, mais comprend aussi les travaux d'autres divisions de l'OMC, il a été jugé nécessaire de faire en sorte que la stratégie proposée englobe, autant que possible, les différentes dimensions et les différents modes d'exécution des travaux des divisions de l'OMC liés à l'assistance technique. C'est pourquoi certains points de la présente note concernent les activités de la Division de la coopération technique, de la Division de la formation, du Groupe de travail du Secrétariat responsable du Cadre intégré pour les pays les moins avancés, de la Division du développement et de toutes les autres divisions intervenant dans la coopération technique.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Résumé analytique	3
I. Définition et objectifs	5
II. Bénéficiaires	5
III. Modalités de la mise en œuvre	5
A. Évaluation des besoins	5
B. Établissement des priorités	7
C. Organisation des activités d'assistance technique	8
D. Modes et moyens de prestation	11
E. Coopération avec d'autres institutions (y compris les donateurs bilatéraux)	11
IV. Contrôle des activités d'assistance technique	13
V. Financement de l'assistance technique	14
ANNEXE 1: Questionnaire d'évaluation des besoins	18
ANNEXE 2: Modes et moyens de prestation de l'assistance technique	24
ANNEXE 3: Liste indicative des avantages comparatifs de l'OMC	27
ANNEXE 4: Questionnaire relatif à l'assistance technique liée au commerce et à l'OMC	28
ANNEXE 5: Exemple de questionnaire préparatoire destiné aux participants	33
ANNEXE 6: Cadre de l'élaboration du programme d'assistance technique pluriannuel avec les pays bénéficiaires	40
ANNEXE 7: Formulaire d'évaluation de l'assistance technique	43

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

L'assistance technique de l'OMC vise à renforcer les capacités humaines des bénéficiaires en améliorant la connaissance du système commercial multilatéral, de ses règles et de son fonctionnement, ainsi qu'à renforcer leur capacité institutionnelle eu égard à leurs droits et obligations au titre des Accords de l'OMC. Dans ce contexte, l'assistance technique de l'OMC fait partie intégrante des efforts de développement plus vastes en matière de renforcement des capacités déployés par d'autres organisations internationales afin d'aider les pays en développement et les pays en transition à participer plus pleinement à l'économie mondiale.

Bien que l'assistance technique soit fondée sur la demande, chaque pays bénéficiaire prenant totalement en charge l'identification de ses besoins, il est nécessaire d'établir des priorités pour tenir compte des ressources limitées qui sont disponibles, accroître l'efficacité et l'efficacité de l'assistance technique et garantir un équilibre géographique dans la répartition de l'assistance technique, tout en donnant la priorité à ceux qui en ont le plus besoin. Afin d'optimiser son assistance technique, l'OMC devrait travailler en étroite collaboration avec d'autres institutions multilatérales, régionales et bilatérales fournissant une assistance liée au commerce.

Les besoins exprimés par les pays bénéficiaires devraient être évalués dans le cadre d'un processus itératif faisant intervenir le point de coordination ou le comité national, les secrétariats des organisations régionales et sous-régionales, le cas échéant, et le Secrétariat de l'OMC. Les secrétariats régionaux/sous-régionaux ont un rôle important à jouer, non seulement pour identifier des besoins similaires pouvant exister dans les pays membres de leur organisation, mais aussi pour fournir l'assistance technique au nom du Secrétariat de l'OMC.

L'élaboration d'un plan pluriannuel au niveau national/régional devrait tenir compte des besoins mis en lumière par les examens de politique commerciale de l'OMC et suivre une approche en plusieurs étapes, chaque étape s'appuyant sur les résultats de la précédente. Bien qu'un enchaînement logique d'événements soit prévu, une certaine souplesse est nécessaire pour répondre à des demandes ponctuelles.

L'établissement de priorités devrait être l'œuvre commune du Secrétariat de l'OMC et des pays bénéficiaires, et les PMA, les pays africains, les Membres et les petits pays n'ayant pas de représentation à Genève, les nouveaux Membres de l'OMC, les pays/territoires ayant entamé leur processus d'accession, les questions de mise en œuvre, ainsi que les négociations en cours sur l'agriculture et les services devraient avoir la priorité. En ce qui concerne les stages de politique commerciale à Genève, il faut faire en sorte, en priorité, que tous les bénéficiaires aient accès à une formation au moins une fois tous les deux ans.

La programmation de l'assistance technique devrait couvrir une période de trois ans et prévoir d'abord des activités nationales répondant à des difficultés et à des besoins particuliers. Privilégier les activités nationales présente également l'avantage de faire intervenir un grand nombre de participants de différentes institutions et d'associer le secteur privé et la société civile. Les programmes devraient également adopter une perspective sous-régionale lorsqu'il a été constaté que les besoins et difficultés des pays bénéficiaires sont similaires ou homogènes en ce qui concerne la compréhension ou la mise en œuvre des Accords et des mécanismes de l'OMC. Les programmes au niveau régional porteraient sur des questions cohérentes à ce niveau, comme celles du commerce et de l'environnement, du commerce et de la concurrence, du commerce et de l'investissement. S'ajouteraient à ces programmes des programmes ciblés, en fonction des questions importantes pour les pays bénéficiaires. En outre, afin de garantir l'avenir de l'assistance technique, tout nouvel accord conclu à l'OMC devrait être accompagné d'un cadre visant à en appuyer la mise en œuvre compte tenu des besoins des divers pays.

S'agissant de la participation aux activités d'assistance technique de l'OMC, il est nécessaire de cibler davantage tant le choix des participants que le suivi. Cela permettrait la création de réseaux parmi les personnes qui ont été formées et de favoriser une "optique de formation" dans la transmission des connaissances relatives à l'OMC. De même, il serait dans l'intérêt des pays bénéficiaires d'assurer une certaine continuité dans l'attribution des tâches. S'agissant de la fourniture de l'assistance technique, il est nécessaire de passer d'une approche de type "conférences" à une optique de "formation", en utilisant davantage les études de cas et les exercices de simulation, en insistant sur l'interactivité et en ayant recours aux technologies modernes de l'information. Il est également nécessaire de former les formateurs pour pouvoir bénéficier d'un effet multiplicateur.

Il existe divers modes et instruments de fourniture de l'assistance technique, et ceux-ci devraient être adaptés aux besoins des bénéficiaires. Depuis la création de l'OMC, on se réoriente tout naturellement vers des modes de fourniture plus spécialisés, à mesure que les besoins des pays deviennent plus précis et que les échéances pour la mise en œuvre des Accords se rapprochent. La demande de stages de formation générale reste cependant constante, ce qui s'explique, en partie, par la nécessité pour de nombreux bénéficiaires d'établir un lien clair entre des politiques commerciales appropriées et les besoins de développement. L'OMC devrait néanmoins avoir pour objectif de s'axer davantage sur les activités spécialisées pour lesquelles elle a un avantage comparatif par rapport à d'autres organisations. À cet égard, le Secrétariat de l'OMC devrait veiller à coopérer étroitement avec les autres institutions de façon à garantir une approche cohérente, à définir les domaines de compétence et la complémentarité, à élaborer et à mettre en œuvre des projets conjoints et à éviter les chevauchements.

La coopération avec d'autres institutions et des donateurs bilatéraux permettra d'assurer une fourniture plus efficace de l'assistance technique aux pays bénéficiaires en déterminant des domaines de compétence et de complémentarité, en définissant et en exécutant des projets communs, en évitant les lacunes et en réduisant au minimum les doubles emplois.

Le contrôle et l'évaluation des activités d'assistance technique sont essentiels pour garantir l'utilisation optimale des ressources de l'OMC et améliorer la qualité des programmes. Des éléments relatifs au contrôle et à l'évaluation doivent être intégrés aux stades de la planification et de la programmation, et les recommandations et enseignements tirés devraient être intégrés à celui de la formulation et de la mise en œuvre.

Il est nécessaire de disposer d'un budget ordinaire suffisant pour financer les activités de coopération technique de l'OMC, ce qui garantirait la prévisibilité, la cohérence et la continuité dans la fourniture de l'assistance technique. D'autres sources de financement sont les contributions volontaires destinées à financer certains projets ainsi que les ressources provenant d'organisations multilatérales et régionales destinées à couvrir les activités d'assistance technique concernant des sujets présentant un intérêt pour les régions en question. Dans la mesure où l'externalisation vise à atténuer les problèmes de ressources et à tirer parti des avantages comparatifs d'autres organisations pour les questions liées au commerce, l'OMC devrait continuer à exercer un contrôle sur l'assistance fournie.

I. DÉFINITION ET OBJECTIFS

1. Le mandat de l'OMC en matière d'assistance technique est de renforcer et d'accroître les capacités humaines et institutionnelles des bénéficiaires afin de leur permettre de participer pleinement au système commercial multilatéral et d'assumer leurs obligations et leurs droits découlant des différents Accords de l'OMC.

2. Plus précisément, les objectifs de l'assistance technique sont a) d'approfondir la connaissance des règles commerciales multilatérales et des procédures de travail de l'OMC, b) d'aider à mettre en place et à renforcer l'infrastructure administrative permettant d'assumer les droits et obligations découlant des Accords de l'OMC, c) de faciliter la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre du système commercial multilatéral et le recours à ses dispositions sans restriction, d) de donner des avis juridiques concernant le règlement des différends et d'aider à utiliser efficacement ce mécanisme, et e) de développer des compétences en matière de négociations commerciales (d'utiliser, à cette fin, différentes approches et des bases de données).

3. À cet égard, l'assistance technique de l'OMC fait partie intégrante des efforts de développement plus vastes, destinés à renforcer les capacités, que d'autres organisations internationales déploient pour aider les pays en développement et les pays en transition à participer pleinement à l'économie mondiale.

4. L'assistance technique est déterminée par la demande et devrait compléter et soutenir les efforts des bénéficiaires consistant à définir leurs propres besoins dans le contexte de leur politique globale de développement des échanges. Elle est destinée aux pays auxquels elle est la plus nécessaire, notamment aux PMA, mais maintient un équilibre en répondant aux besoins d'autres pays en développement, des pays en transition et des pays et territoires en voie d'accession. Elle devrait être gérée dans le cadre des avantages comparatifs¹ et des contraintes en matière de ressources de l'OMC. Elle devrait être également complétée par le recours à des experts extérieurs et coordonnée avec d'autres institutions fournissant une assistance liée au commerce. Le contrôle, l'évaluation et le suivi font partie intégrante de la gestion de la coopération technique.

II. BÉNÉFICIAIRES

5. Le programme d'assistance technique de l'OMC vise à répondre aux besoins exprimés par les pays bénéficiaires et les différents acteurs du commerce de chaque pays.

6. Les pays/territoires économiques intéressés sont les PMA et les pays en développement, les pays en transition Membres, les pays/territoires en voie d'accession à l'OMC et les pays/territoires se déclarant intéressés par une accession à l'OMC.

7. Les acteurs du commerce sont essentiellement de hauts fonctionnaires. Les parlementaires, les représentants du secteur privé, les universitaires, les ONG et la société civile pourraient être aussi intéressés par le biais de consultations avec les gouvernements.

III. MODALITÉS DE LA MISE EN ŒUVRE

A. ÉVALUATION DES BESOINS

8. Lorsqu'elle évalue les besoins des pays bénéficiaires en matière d'assistance technique, l'OMC devrait adopter une approche dynamique en les aidant à déterminer leurs besoins de formation et en les informant des possibilités d'assistance technique qui existent.

¹ Une liste indicative des avantages comparatifs de l'OMC figure à l'annexe 3.

9. Un processus itératif permet probablement d'obtenir un meilleur résultat que la simple acceptation de listes de demandes formulées par les pays bénéficiaires. Le principe d'assistance technique déterminée par la demande doit être respecté dans le cadre du plan triennal comme les Membres l'ont demandé. À cette fin, l'OMC devrait aider les bénéficiaires à définir leurs besoins (voir à l'annexe 1 le questionnaire portant sur le plan triennal 2001-2003).

10. Pour les raisons susmentionnées, l'approche ci-après est recommandée:

a) Établissement d'un point de coordination/comité national

11. Chaque pays bénéficiaire serait prié, par l'intermédiaire de sa mission à Genève (ou à l'extérieur de Genève), d'établir un point de coordination ou un comité national pour l'OMC, comprenant des représentants de toutes les institutions nationales intervenant dans la politique commerciale, dont le mandat serait d'examiner et de coordonner les demandes d'assistance technique à l'OMC et d'établir des priorités entre ces demandes. Ainsi, le point de coordination ou le Comité national pour l'OMC servirait au Secrétariat de l'OMC de point de contact. Il serait chargé de remplir le questionnaire annuel relatif à l'assistance technique établi parallèlement au plan triennal et de déterminer comment les demandes *ad hoc* (considérées comme des exceptions) faites au cours de l'année entrent dans le cadre des priorités fixées en réponse au questionnaire susmentionné.

12. Pour maintenir un dialogue permanent, les fonctionnaires du Secrétariat consulteraient le point de coordination ou les représentants du Comité national pour l'OMC sur une activité d'assistance technique lorsqu'ils se trouveraient dans le pays. De plus, tous les contacts avec le gouvernement seraient accompagnés parallèlement de contacts identiques avec la Mission permanente.

b) Établissement de la liste des besoins dans le plan triennal

13. L'établissement du plan triennal consisterait avant tout à dresser une liste des besoins, déterminés au niveau du pays bénéficiaire, qui devrait être communiquée à la dernière réunion que le Comité du commerce et du développement tient chaque année, ce qui assurerait une transparence en ce qui concerne les besoins définis par chaque pays bénéficiaire et représente actuellement la seule solution possible si un processus itératif doit être mis en œuvre. Malgré la nécessité d'une planification plus rigoureuse, il faudrait conserver une certaine flexibilité pour faire face aux demandes urgentes et *ad hoc*. Pour aider le Secrétariat à mettre en œuvre ses activités d'assistance technique, il faudrait lui communiquer toute demande *ad hoc* au moins six semaines avant la date à laquelle l'activité doit avoir lieu si les ressources humaines et financières le permettent. Ces demandes *ad hoc* devraient être examinées à titre exceptionnel.

14. Le questionnaire relatif à l'assistance technique qui figure à l'annexe 1 comprend certaines questions fondamentales à poser chaque année telles que celles qui concernent les besoins les plus urgents par secteur et les objectifs (par exemple les questions de mise en œuvre, la participation au système commercial multilatéral, la compréhension des Accords de l'OMC et l'accès à l'information sur les questions liées à l'OMC).

c) Participation des secrétariats sous-régionaux

15. Au cours de la phase d'évaluation des besoins, il est également important que des points de coordination sous-régionaux soient établis là où c'est possible pour fournir des informations supplémentaires sur les besoins au niveau sous-régional. De plus, plusieurs mémorandums d'accord ont déjà été conclus avec des secrétariats sous-régionaux dans le cadre de l'externalisation de certaines activités de l'OMC associées aux séminaires régionaux (il s'agit surtout de la logistique et de l'administration, de la sélection des participants, de l'aide à la définition du programme, etc.). Ensuite, ces secrétariats pourraient présenter, en termes généraux, le fonctionnement de l'OMC aux participants. Ces organisations sous-régionales ou des institutions régionales de développement, qui

entretiennent des relations régulières avec leurs États membres, sont en mesure non seulement de donner des avis au Secrétariat de l'OMC sur la nature des activités les plus nécessaires mais aussi d'aider à déterminer le meilleur mode de prestation.

d) Participation des divisions de l'OMC

16. Principalement sur la base des listes d'activités d'assistance technique établies dans le cadre du plan triennal, des discussions seraient engagées avec des divisions de l'OMC dans le but d'examiner les demandes des pays. Cet examen tiendrait compte du programme de travail de chaque division, des missions effectuées dans le passé, des informations fournies par des représentants et différents comités de l'OMC au sujet de la mise en œuvre, du programme incorporé, etc. Le but de cet examen serait de savoir comment répondre de la meilleure manière aux besoins exprimés, de proposer des modifications, si nécessaire, ainsi qu'un plan d'action pour assurer une séquence logique des activités fondée sur la disponibilité des ressources humaines et financières. Les examens de politique commerciale de l'OMC fourniraient des données tout à fait nécessaires à la détermination des besoins ainsi que des renseignements d'origine nationale en rapport avec le commerce.

e) Discussions avec le point de coordination/comité national

17. Après l'examen effectué avec les divisions de l'OMC et les secrétariats sous-régionaux, des discussions finales avec le point de coordination où un (des) représentant(s) du Comité national pour l'OMC et/ou du Représentant permanent auraient lieu pour la finalisation d'un programme d'activités qui devrait porter sur plusieurs années. Bien entendu, la mise en œuvre serait subordonnée à la disponibilité des ressources et serait effectuée en coopération avec d'autres organisations qui s'occupent de questions commerciales. L'objectif serait de déterminer une série d'activités d'assistance technique dont la séquence répondrait à une logique. Le programme national, tel qu'il est envisagé, pourrait nécessiter chaque année des modifications marginales mais pas un réexamen approfondi.

f) Élaboration du plan triennal

18. Une autre phase du travail de planification consistera à poursuivre l'élaboration du plan triennal qui comprendra: a) une évaluation des besoins exprimés par les pays, de leurs priorités, des objectifs spécifiques, des modes de prestation, des dates de mise en œuvre et des indicateurs de succès de chaque activité; b) des renseignements recueillis auprès de divisions de l'OMC; c) des propositions faites par des institutions régionales et/ou sous-régionales; et des demandes *ad hoc* à prendre en compte en tant qu'ajustements annuels.

S'agissant des stages de politique commerciale à Genève, la planification prévoit six stages s'étalant sur une période de deux ans, l'objectif étant d'offrir au moins une bourse à chaque bénéficiaire pendant cette période.

B. ÉTABLISSEMENT DES PRIORITÉS

19. Comme il est plus que probable que la demande d'activités d'assistance technique dépassera, dans tous les cas, l'offre de ressources humaines et financières, et pour accroître l'efficacité et l'efficience de ces activités, il est nécessaire de fixer des priorités.

20. Les priorités seraient déterminées comme suit:

- i) activités concernant les PMA, les pays africains, les Membres n'ayant pas de représentation à Genève et les petits pays;
- ii) activités des Membres ayant récemment accédé à l'OMC et des pays et territoires en voie d'accession; et

iii) questions en rapport avec la mise en œuvre immédiate et les négociations en cours.

21. Il sera tenu pleinement compte des priorités déterminées par les pays au niveau national. Dans le cas des stages de politique commerciale à Genève, la priorité est de faire en sorte que tous les bénéficiaires aient accès à une formation au moins une fois tous les deux ans.

C. ORGANISATION DES ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE

a) Approche intégrée de la programmation

22. La programmation des activités de coopération technique devrait couvrir une période de trois ans. Chaque programme devrait prévoir tout d'abord des activités nationales répondant à des difficultés et à des besoins particuliers tels que ceux qui sont liés à la mise en œuvre des Accords de l'OMC, à l'adaptation du cadre réglementaire national ainsi qu'à des questions concernant les pays et territoires en voie d'accession. Privilégier les activités nationales présente l'avantage de faire intervenir un grand nombre de participants de différentes institutions et d'associer le secteur privé et la société civile.

23. Le programme aurait également une perspective sous-régionale lorsqu'il a été constaté que les besoins et difficultés des pays bénéficiaires sont similaires ou homogènes en matière de compréhension ou de mise en œuvre des Accords et des mécanismes de l'OMC, s'agissant du fonctionnement des points d'information et du système de notification, du mécanisme de règlement des différends et de la facilitation des échanges. Les activités sous-régionales seraient également utiles à l'examen de questions relatives à l'intégration sous-régionale.

24. Les programmes au niveau régional porteraient sur des questions cohérentes à ce niveau, comme celles du commerce et de l'environnement, du commerce et de la concurrence, du commerce et de l'investissement, etc. Les activités organisées au niveau régional pourraient tenir compte de la dimension régionale des politiques commerciales en tant qu'élément important du système commercial multilatéral.

25. Au Secrétariat, la programmation de l'assistance technique devrait avoir la région pour cadre général afin de faciliter la coordination des activités et de réduire au minimum la prolifération des projets à un niveau inférieur et, par conséquent, la multiplication des risques de double emploi.

26. Une approche complémentaire consisterait à élaborer des programmes ciblés en fonction des questions importantes pour les pays bénéficiaires. Les questions revêtant une importance capitale ou présentant de grandes difficultés pour les pays bénéficiaires devraient être réglées par un programme à visée nationale prévoyant des mesures destinées à réduire au minimum ou à éliminer ces difficultés.

27. De plus, tout nouvel accord conclu à l'OMC devrait s'accompagner d'un cadre à mettre en place pour encourager sa mise en œuvre compte tenu des besoins spécifiques des pays, ce qui concerne aussi les Accords de l'OMC existants, tels que l'Accord sur l'évaluation en douane, sur lequel pourrait également porter le programme d'assistance technique. Cela nécessiterait: i) pour chaque Accord, la définition de mesures à prendre aux fins de la mise en œuvre, par exemple l'adoption d'une législation, la création d'un organe administratif, l'informatisation, la fourniture de services administratifs, etc.; et ii) la définition par chaque Membre bénéficiaire de ses besoins spécifiques en la matière, en coopération avec les donateurs internationaux concernés. Étant donné que les besoins d'assistance technique sont en réalité propres à chaque pays, dépendant de son niveau de développement ainsi que de la réglementation et du régime commercial en vigueur, ils ne seraient pas énoncés dans l'Accord lui-même, mais définis au regard de l'Accord. Cela faciliterait en outre le contrôle de la mise en œuvre du programme d'assistance technique.

b) Sélection des participants

28. Il est nécessaire de cibler davantage la sélection des participants aux activités d'assistance technique de l'OMC. Ce faisant, il faut différencier les deux modes de prestation fondamentaux que sont les séminaires généraux et les missions techniques, ateliers, etc., plus spécialisés.

29. Les participants aux séminaires de caractère général ont le plus souvent des formations universitaires différentes et représentent des services publics ou des ONG différentes ou le secteur privé. Normalement, le Secrétariat de l'OMC dispose à l'avance de peu de renseignements sur les participants et l'objectif principal est, dans ce cas, de donner une conférence. Cependant, le Secrétariat devrait chercher à obtenir à l'avance, lorsque c'est possible, des renseignements sur les principales personnes auxquelles seraient destinées les activités en question, comme cela se fait déjà dans le cadre du stage de politique commerciale de trois mois à Genève.

30. Dans le cas d'activités spécialisées, il peut être nécessaire d'adopter une approche plus structurée pour aborder certains sujets, comme c'est déjà le cas dans plusieurs divisions de l'OMC. Au cours de la phase d'organisation, un questionnaire détaillé à remplir par chaque personne désignée (voir à l'annexe 5 le questionnaire établi par la Division des règles) serait envoyé à l'organisme national chef de file chargé d'accueillir la manifestation. Ce type d'approche est axé sur le recours à l'expertise et à la compétence professionnelles et sur l'obtention de noms auprès d'organismes experts, ce qui assure que les participants sélectionnés tireront le plus grand profit du stage et effectueront, selon toute probabilité, un suivi des travaux de l'OMC. Une autre approche consiste à demander, dans la lettre d'invitation adressée aux gouvernements, de communiquer une liste de candidats, compte tenu des difficultés qui peuvent se présenter au niveau du pays, afin que la division de l'OMC la plus intéressée par le sujet sélectionne le(s) participant(s) dont le niveau de connaissance et d'expérience est le plus approprié.

31. En outre, les pays bénéficiaires tireraient également profit d'une certaine continuité dans l'attribution des tâches. Ils seraient encouragés à faire en sorte que les participants soient employés à des tâches en rapport avec l'OMC. Outre qu'elle permettrait de réduire le nombre de fonctionnaires se succédant à des stages identiques ou similaires, cette approche aiderait à développer des réseaux de spécialistes essentiels pour une bonne diffusion des connaissances sur l'OMC.

32. Enfin, en organisant les activités d'assistance technique, l'OMC devrait intensifier les efforts qu'elle déploie en coopération avec les gouvernements pour s'adresser aux représentants du secteur privé car ce sont eux qui convertissent les règles multilatérales en possibilités d'accès aux marchés. Il serait peut-être souhaitable d'organiser des séminaires distincts à leur intention, mais on pourrait demander aux autorités nationales de les inviter à participer aux séminaires/ateliers organisés pour les hauts fonctionnaires. Non seulement cette approche permettrait de réaliser des économies, mais elle encouragerait les dirigeants à discuter avec des représentants du secteur privé et à s'informer des difficultés qu'ils rencontrent sur les plans tant intérieur qu'extérieur. Le degré de participation du secteur privé devrait être limité par le fait que l'OMC demeure une organisation intergouvernementale et que le secteur privé entretient normalement des relations avec l'OMC par l'intermédiaire des gouvernements. Comme la participation du secteur privé pourrait présenter le risque d'amener l'OMC à s'occuper de questions relatives à l'offre et à la promotion des échanges, qui ne relèvent nullement de son mandat, il est nécessaire qu'elle coordonne ses activités avec d'autres institutions fournissant une assistance liée au commerce, chacune d'elle tenant compte de son mandat et de son avantage comparatif.

c) Fourniture de l'assistance technique

33. Il est également possible d'améliorer les séminaires, surtout les séminaires régionaux, en facilitant les relations mutuelles entre représentants des différents pays de la même région, c'est-à-dire en faisant en sorte, par exemple, que chaque participant dispose, au début du séminaire, d'une liste à

jour des participants, qu'un temps suffisant soit imparti, entre les conférences, à des activités collectives et à une interaction, et en demandant aux participants de rédiger une note brève avant le séminaire. Dans le même esprit, l'OMC devrait définir un ensemble de lignes directrices pour aider les administrateurs locaux qui accueillent des activités de coopération technique à en tirer le plus grand profit.

34. Il faudrait aussi chercher à améliorer la manière dont l'assistance technique est fournie, surtout dans le cas des modes de prestation le plus spécialisés. Il faudrait donner suite à l'idée générale d'une approche en plusieurs étapes, chaque étape s'appuyant sur les résultats de la précédente. Voir à l'annexe 6 les quatre étapes envisagées. À cette fin, il est nécessaire de passer d'une approche de type "conférences" à une optique de "formation" en utilisant davantage des méthodes pédagogiques plus modernes telles que les études de cas et les exercices de simulation, en insistant sur l'interactivité et en ayant recours aux technologies modernes de l'information. Il faudrait mettre davantage l'accent sur les stages régionaux de courte durée lorsque la demande est importante, ce qui suppose une coopération étroite avec les organisations régionales ou les institutions régionales de développement à l'établissement des programmes de stage. Enfin, il est nécessaire de former des formateurs pour pouvoir bénéficier d'un effet multiplicateur. L'OMC pourrait s'employer plus activement à développer cette formule pour atteindre son objectif qui consiste à créer, aux niveaux national et régional, des réseaux de formateurs dans le domaine du système commercial multilatéral. D'anciens formateurs des stages de politique commerciale de trois mois seraient une source d'expertise utile.

35. La phase de suivi devrait faire partie intégrante de la programmation de l'assistance technique. La programmation devrait prévoir, à chaque niveau d'activité, c'est-à-dire aux niveaux national, sous-régional et régional, les activités de suivi appropriées qui permettraient d'établir une séquence logique, de bénéficier d'un effet multiplicateur et d'inscrire les résultats obtenus dans la durée. La phase de suivi devrait également tenir compte des recommandations formulées à la suite des différentes activités d'assistance technique organisées. Le suivi pourrait être d'ailleurs effectué par des institutions nationales, sous-régionales ou régionales, par l'OMC et/ou par d'autres organisations internationales compétentes.

36. Pour faire connaître et accroître l'effet multiplicateur des activités d'assistance technique menées par l'OMC, le pays hôte devrait être encouragé à prendre des dispositions pour que la presse couvre l'activité menée, en organisant le premier jour de la réunion une rencontre avec la presse locale pour expliquer le but de la mission, ce que l'OMC représente, les avantages offerts aux pays en développement ainsi que le traitement spécial et différencié, et répondre à des questions.

d) Coordination interne

37. Sur le plan interne, toutes les divisions de l'OMC concernées devraient être coordonnées: la Division de la coopération technique, la Division de la formation, la Division du développement, le Groupe de travail du Secrétariat chargé du Cadre intégré pour les PMA et toutes les autres divisions organiques participant aux activités de coopération technique. La coordination et l'échange d'informations doivent être assurés au moyen de réunions tenues régulièrement avec le point de coordination dans chaque division s'occupant de la coopération technique. L'objectif de la coordination est d'améliorer la cohérence et la complémentarité dans la fourniture de l'assistance technique.

D. MODES ET MOYENS DE PRESTATION

38. Les activités d'assistance technique sont de portée et de nature très diverses et sont adaptées aux besoins des pays bénéficiaires. Le mode de prestation est déterminé en consultation avec ces pays et consiste en des séminaires généraux, des missions techniques, des ateliers, des conférences, des colloques nationaux, des stages de politique commerciale de trois mois à Genève, des stages sur le

règlement des différends et des stages de politique commerciale de courte durée. Il consiste aussi à mettre en place des centres de référence de l'OMC et à recourir aux technologies de l'information et à d'autres modes de prestation (voir l'annexe 2).

39. L'assistance, dont le mode de prestation varie selon qu'il s'agit de séminaires à caractère général ou de missions techniques ou ateliers plus spécialisés, est fournie soit au siège de l'OMC, soit au niveau régional et/ou au niveau national. Depuis l'institution de l'OMC, les modes de prestation ont naturellement tendance à se spécialiser à mesure que les besoins des pays se précisent et que les échéances prévues pour la mise en œuvre des Accords approchent. Cependant, la demande de stages de caractère général demeure constante, ce qui s'explique en partie par le besoin de nombreux bénéficiaires d'établir un lien clair entre des politiques commerciales appropriées et les besoins en matière de développement. Il n'en demeure pas moins que l'OMC devrait avoir pour objectif de se concentrer davantage sur les activités spécialisées dans lesquelles elle dispose d'un avantage comparatif par rapport à d'autres organisations.

40. Compte tenu de l'expérience acquise, il est judicieux d'aborder, au niveau des pays, les thèmes classiques (mise en œuvre, cadre juridique) et au niveau régional de nouveaux thèmes tels que l'investissement, la concurrence et l'environnement. Dans le domaine des règles par exemple, on estime que ce sont les ateliers qui ont la plus grande efficacité mais que les séminaires généraux ne sont pas aussi utiles. Les séminaires consacrés à des questions précises relatives au secteur des services suscitent un intérêt considérable. Dans le domaine de l'accès aux marchés, ce sont les missions techniques concernant des questions précises relatives à la mise en œuvre qui répondent le plus efficacement aux besoins des Membres. Pour ce qui est de la formation au règlement des différends, les ateliers qui comportent des études de cas sont la norme, etc. Un examen interne du Secrétariat fait apparaître clairement que chaque formule peut être appliquée et a une valeur relative dans le cadre de la fourniture de l'assistance technique.

E. COOPÉRATION AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS (Y COMPRIS LES DONATEURS BILATÉRAUX)

41. Comme la demande d'activités de coopération technique ne cesse de croître et que les ressources humaines et financières dont le Secrétariat de l'OMC dispose sont limitées, il est indispensable d'intensifier notre collaboration avec d'autres organisations, notamment d'externaliser des activités. Le Secrétariat devrait aussi veiller à coopérer étroitement avec les donateurs bilatéraux et recourir aux mécanismes existants de coordination avec les donateurs de façon à garantir une approche cohérente, à déterminer des domaines de compétence et de complémentarité, à définir et à mettre en œuvre des projets communs et à éviter les doubles emplois.

42. À cet égard, l'OMC coopère et coordonne ses activités avec d'autres organisations internationales ou régionales pour atteindre des objectifs communs ou complémentaires et accroître la synergie et la cohérence dans la fourniture de l'assistance technique. L'OMC participe à des activités organisées par d'autres institutions et coopère avec elles à des projets ou à des programmes communs, par exemple le Programme intégré conjoint OMC/CNUCED/CCI d'assistance technique pour certains des pays les moins avancés et d'autres pays africains (JITAP) et le Cadre intégré pour l'assistance liée au commerce à l'intention des pays les moins avancés. Le JITAP, auquel trois organisations participent, et le Cadre intégré, qui regroupe six grandes organisations internationales, ont tous deux pour but de développer les capacités humaines et institutionnelles des pays bénéficiaires pour promouvoir leur intégration à l'économie mondiale au moyen de leur participation au système commercial multilatéral. À cet égard, la stratégie prévoit notamment une meilleure utilisation des mécanismes de coordination existants avec les donateurs tels que les réunions de groupe consultatif de la Banque mondiale et les tables rondes du PNUD.

43. L'établissement d'un guide des sources de l'assistance technique aux pays en développement et aux pays en transition représente une mesure importante destinée à réduire au minimum les doubles emplois, à éviter les lacunes et à promouvoir la synergie des organisations internationales et autres

institutions fournissant une assistance technique liée au commerce. Ce guide, qui a un caractère interactif comme un tableau d'affichage, est mis à jour régulièrement. Il est, en outre, disponible dans sa version imprimée. Il résulte de l'envoi d'un questionnaire aux Membres et aux organismes multilatéraux, régionaux et bilatéraux qui sont des sources potentielles d'assistance technique liée au commerce (voir le questionnaire à l'annexe 4).

44. Dans le cadre de la coopération renforcée avec d'autres organisations internationales, une distinction est faite entre les domaines où l'expertise d'autres organisations internationales (par exemple l'OMPI, l'OMD, le CCI, la CNUCED et la Banque mondiale) pourrait accompagner et compléter celle de l'OMC et les domaines où l'expertise existe principalement à l'OMC. Dans le premier cas, les possibilités de coopération sont plus importantes car les demandes ont une portée qui dépasse ce qui découle directement du texte des Accords, et touche au renforcement des capacités nationales et à la formation connexe.

45. À cet égard, l'OMC doit mener à bien ses activités de coopération technique dans les domaines où elle a constitué une base de connaissances solide. L'efficacité de ses interventions doit reposer sur ses avantages comparatifs qui sont nombreux. Elle devrait se concentrer sur les domaines où elle est performante sans négliger d'autres domaines qui touchent à ses attributions et où elle pourrait s'employer activement à déterminer des possibilités de coopération et de collaboration avec d'autres institutions compétentes.

46. Dans les domaines où c'est principalement l'OMC qui dispose de l'expertise, il faut non seulement avoir une connaissance approfondie des dispositions juridiques complexes de l'OMC, mais aussi connaître l'évolution des Accords en question ainsi que les préoccupations et les intérêts qui les sous-tendent. En ce qui concerne l'AGCS, l'Accord sur l'agriculture, l'Accord sur les subventions et les listes tarifaires, le Secrétariat de l'OMC est seul à détenir l'expertise nécessaire. Dans le cas d'un accord évolutif comme l'AGCS, par exemple, il ne s'est pas écoulé suffisamment de temps depuis l'entrée en vigueur pour que l'on dispose d'un ensemble d'interprétations juridiques et d'un nombre suffisant d'experts en la matière. Dans certains autres domaines, notamment ceux des mesures antidumping ou compensatoires et, dans une moindre mesure, celui des sauvegardes, il est nécessaire de connaître, outre les Accords de l'OMC et leur évolution susmentionnée, leur fonctionnement au niveau national parce que leur mise en œuvre entraîne l'adoption d'une législation nationale détaillée ainsi que la création et le développement, à ce même niveau, d'institutions compétentes dont les activités quotidiennes sont régies tant par des règles nationales que par des règles multilatérales. La combinaison nécessaire de la connaissance pratique et de l'expérience des systèmes nationaux découlant des Accords de l'OMC pertinents n'existe forcément qu'au Secrétariat. C'est pourquoi il est nécessaire que ce soit principalement les administrateurs de l'OMC qui mènent à bien les activités d'assistance technique dans ces domaines.

47. Des institutions régionales partenaires (par exemple les Commissions régionales de l'ONU, la Banque interaméricaine de développement, l'Institut commun de Vienne, plusieurs secrétariats sous-régionaux africains, le secrétariat du Forum des Îles du Pacifique, etc.) sont actuellement invitées à organiser des stages régionaux de politique commerciale de courte durée, en commençant par la logistique, l'administration, la sélection des participants, l'aide à la définition du programme, etc., et en évoluant progressivement vers une formation sur le fonctionnement de l'OMC. À cet égard, plusieurs mémorandums d'accord ont été signés par le Secrétariat de l'OMC et chacune de ces institutions. Dans le cadre des dispositions prises pour l'organisation du travail, le Secrétariat de l'OMC fournit du matériel de formation. D'autres dispositions prévoient la collaboration avec d'autres institutions telles que l'Institut du Mékong, l'Universidad Metropolitana de Caracas, l'Institut international du droit du développement, le Harvard Institute for International Development, le Secrétariat du Commonwealth, etc.

IV. CONTRÔLE DES ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE

48. Les lignes directrices (document WT/COMTD/8) prévoient que le Comité du commerce et du développement (CCD) procède au contrôle et à l'évaluation sur la base d'une évaluation annuelle, par le Secrétariat, des résultats des activités d'assistance technique. Les modalités de mise en œuvre (document WT/COMTD/W/29/Rev.1) prévoient aussi la possibilité de faire procéder à une évaluation externe des activités de coopération technique.

49. Le contrôle est un processus interne, mené sur une base continue, qui vise à mesurer et à apprécier la mise en œuvre d'une activité, d'un projet ou d'un programme. Il vise aussi à assurer que les résultats escomptés sont obtenus en permettant de vérifier que les bénéficiaires utilisent les services fournis. Il consiste aussi à vérifier, par rapport aux objectifs fixés, si les ressources étaient disponibles, ont été utilisées au moment voulu et correspondaient à la quantité et à la qualité souhaitées.

50. L'évaluation constitue la dernière phase du cycle de gestion. C'est un exercice de durée fixe qui vise à apprécier systématiquement et objectivement la pertinence (mesurée au moyen du degré de validité et de la pertinence des objectifs), la performance (pour ce qui est des intrants, des services fournis et des résultats immédiats et à long terme des activités) et le succès (au regard de l'impact, de la durabilité et de la contribution au renforcement des capacités) des activités de coopération technique en cours d'exécution. Il convient d'utiliser des indicateurs de performance et de succès pour mesurer les réalisations en matière de coopération technique.

51. Plus précisément, l'impact de la coopération technique pourrait être envisagé selon trois perspectives: à court, à moyen et à long terme:

- i) l'impact à court terme pourrait être évalué au moyen d'indicateurs tels que "la compréhension de l'OMC" ou l'adoption de lois et règlements nouveaux conformes aux Accords de l'OMC;
- ii) l'impact à moyen terme pourrait être évalué au regard de l'amélioration de la qualité de la participation des pays en développement aux comités de l'OMC (consistant, par exemple, à faire usage de leurs droits découlant des différents accords ou à soulever des problèmes commerciaux précis) et de leur aptitude à mettre en œuvre les Accords de l'OMC;
- iii) l'impact à long terme pourrait être considéré du point de vue de l'intégration croissante des pays en développement dans le système commercial multilatéral.

52. Il est important d'intégrer les éléments du contrôle et de l'évaluation dans les phases de planification et de programmation et de tenir pleinement compte des recommandations et leçons retenues durant les phases de formulation et de mise en œuvre.

53. S'agissant des leçons à tirer, il est nécessaire que les informations générées par le processus de contrôle et d'évaluation soient formulées de manière appropriée, diffusées auprès des utilisateurs potentiels et utilisées par ces derniers. Les utilisateurs sont surtout les responsables de la mise en œuvre des activités et les bénéficiaires ainsi que les institutions régionales ou sous-régionales participant aux activités de coopération technique de l'OMC. Les mécanismes qui permettent d'utiliser les informations issues du contrôle et de l'évaluation (voir à l'annexe 7 les différents formulaires d'évaluation élaborés en consultation avec le CCD) peuvent être décrits sommairement comme suit:

- a) Organisation de la rétro-information
 - i) éléments positifs qui appellent une consolidation; et
 - ii) problèmes qui nécessitent une intervention corrective.
- b) Diffusion de la rétro-information
 - i) une base de données des activités de coopération technique, mise à jour systématiquement au moyen de données générées par les activités de contrôle et d'évaluation, est accessible au personnel du Secrétariat;
 - ii) publication de l'ensemble des résultats du contrôle et de l'évaluation;
 - iii) réunions du point de coordination des divisions de l'OMC sur l'assistance technique; et
 - iv) rapports annuels au CCD.
- c) Utilisation des informations pertinentes
 - i) il devrait être tenu compte des informations pertinentes issues du contrôle et de l'évaluation dans les activités futures. Lorsqu'il conçoit un projet, un programme ou une activité, le Secrétariat de l'OMC devrait se référer à ces informations.

54. Les pays bénéficiaires, les donateurs et le Secrétariat ainsi que les institutions régionales qui bénéficient de l'assistance technique de l'OMC ou contribuent à la fournir sont tous concernés par les processus de contrôle et d'évaluation qui étayent l'assistance technique en améliorant encore la conception et la mise en œuvre des activités et en permettant de déterminer plus clairement les objectifs à atteindre. C'est pourquoi le contrôle et l'évaluation relèvent de responsabilités partagées entre toutes les parties concernées.

V. FINANCEMENT DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

55. Depuis que l'OMC fournit une assistance technique, elle dépend toujours fortement des contributions volontaires, dont certaines ont été assorties de conditions relatives à leur utilisation, sauf en ce qui concerne les stages de politique commerciale à Genève qui ont toujours été financés sur le budget ordinaire. Même si l'on disposait d'une grande marge de manœuvre en matière financière, la contrainte relative aux ressources humaines serait considérable car il est impossible de consacrer beaucoup plus de ressources qu'aujourd'hui à l'assistance technique compte tenu des effectifs actuels.

a) Assistance technique et budget ordinaire de l'OMC

56. Il est nécessaire qu'un budget ordinaire suffisant soit alloué aux activités de coopération technique de l'OMC. Puisqu'on ne peut pas raisonnablement utiliser les fonds d'affectation spéciale alimentés par des contributions volontaires pour recruter à l'OMC des fonctionnaires supplémentaires au bénéfice d'un contrat à durée déterminée, l'utilité de ces fonds pour les travaux de coopération technique de l'OMC est limitée. De plus, le recours excessif à des ressources extrabudgétaires rend difficile la planification de programmes d'assistance technique efficaces et comporte un élément d'incertitude et d'imprévisibilité. C'est pourquoi il est nécessaire de rechercher un équilibre entre le budget ordinaire et les ressources extrabudgétaires.

57. La gestion de la coopération technique au moyen de sources de financement plus équilibrées et plus stables contribuerait à la réalisation de plusieurs objectifs importants, dont les suivants:

- i) assurer la prévisibilité, la cohérence et la continuité des activités de coopération technique;
- ii) permettre à l'OMC de répondre favorablement à des demandes d'activités de coopération technique plus nombreuses qu'elle ne peut le faire dans le cadre de la pratique actuelle de financement par des fonds d'affectation spéciale;
- iii) répartir plus équitablement entre les Membres de l'OMC la charge que représente le financement des activités de coopération technique; et
- iv) fournir au Secrétariat des ressources adéquates pour lui permettre à la fois de mener des activités d'assistance technique et de formation et d'exécuter ses travaux courants à Genève pour aider les Membres de l'OMC.

58. Dans ces conditions, les activités de coopération technique resteraient déterminées par la demande mais cela devrait être contrebalancé par une vision globale des priorités à définir pour l'utilisation de ressources qui seront toujours limitées.

59. Dans un contexte plus large, les institutions partenaires seraient fortement encouragées à utiliser leurs ressources financières propres et/ou les ressources financières disponibles au niveau régional. Il se peut que certaines régions en développement, par exemple, puissent, mieux que d'autres, disposer de leurs propres ressources financières, ce qui réduirait la nécessité d'utiliser les ressources de l'OMC. Ainsi, la Banque asiatique de développement et la Banque islamique de développement fournissent des ressources financières pour des activités dans la région Asie/Pacifique, en Asie occidentale et en Afrique. De même, la collaboration avec la Banque interaméricaine de développement et des institutions financières régionales d'Amérique latine et des Caraïbes, par l'intermédiaire de l'INTAL, a été très constructive en ce qui concerne le financement de séminaires régionaux et l'aide à l'organisation de ces séminaires qui a été apportée à l'OMC.

60. Trois grandes sources de financement des activités de coopération technique peuvent donc être envisagées: premièrement, le budget ordinaire de l'OMC; deuxièmement, les contributions extrabudgétaires versées à titre volontaire par certains Membres au Fonds fiduciaire global de l'OMC pour financer des projets précis (à cet égard, l'engagement de verser des contributions volontaires plusieurs années pourrait être également envisagé); et troisièmement, les ressources fournies par des institutions multilatérales et des organisations régionales pour financer certaines activités d'assistance technique dont le thème présente un intérêt pour elles ou pour leur région.

61. Autrement dit, l'allocation des ressources aurait deux dimensions: il faudrait adopter, en premier lieu, un ensemble de principes directeurs, s'agissant de la disponibilité de ressources régionales, des travaux déjà effectués dans la région, des prescriptions nationales en matière de mise en œuvre, etc.; et, en second lieu, une approche reposant sur des programmes/projets, au cas par cas, en appliquant les principes directeurs pour déterminer l'allocation des ressources.

b) Externalisation

62. Dans ce contexte de contraintes relatives aux ressources, la question est de savoir dans quelle mesure l'OMC devrait externaliser ses activités d'assistance technique. Comme il a déjà été indiqué, l'OMC assume certaines fonctions essentielles dans le domaine de l'assistance technique tandis que d'autres institutions ont un avantage comparatif dans d'autres domaines liés au commerce. C'est pourquoi elle devrait coordonner son action avec ces institutions afin qu'elles contribuent davantage à l'assistance technique dans les fonctions qui ne sont pas essentielles, surtout lorsque l'OMC ne dispose

pas d'informations suffisantes sur les régions. De plus, même lorsque la responsabilité incombe à l'OMC, celle-ci pourrait confier des tâches à des consultants indépendants afin de tirer parti de compétences extérieures ou d'une expérience précise acquise dans les pays ou les régions en question.

63. Toutefois, malgré les avantages évidents que présente l'optimisation des ressources limitées de l'OMC au moyen de l'externalisation, il faut tenir compte des différents points ci-après:

- i) l'OMC a la responsabilité de former les bénéficiaires sur les Accords de l'OMC et de les aider à les mettre en œuvre;
- ii) les activités de coopération technique de l'OMC lui permettent aussi d'établir des relations avec ses Membres; une externalisation importante la priverait de cette possibilité;
- iii) dans certains domaines, comme l'agriculture et les services, où des négociations sont en cours, il peut être plus difficile d'organiser l'externalisation à grande échelle en raison du manque de compétences extérieures. Les hauts fonctionnaires nationaux souhaitent souvent être conseillés sur leurs engagements et leurs obligations par des administrateurs de l'OMC qui interviennent directement dans les négociations en cours et savent comment il peut être tenu compte des objectifs et contraintes des politiques nationales dans les listes des pays; et
- iv) parfois, les consultants extérieurs ne donnent pas l'impression d'avoir le degré nécessaire d'indépendance et d'impartialité dont le personnel de l'OMC peut faire preuve. Il se peut qu'ils connaissent très bien leur législation nationale mais pas parfaitement les Accords de l'OMC correspondants; et, même lorsqu'ils ont une excellente connaissance des Accords proprement dits, ils peuvent avoir tendance à introduire leurs propres interprétations nationales, ce qui peut induire les pays bénéficiaires en erreur.

64. Cependant, il serait possible de recourir à des compétences extérieures pour donner des explications élémentaires sur les Accords et activités de l'OMC (sa nature, son action), ses règles et d'autres notions théoriques fondamentales, ce qui est normalement le cas lors des séminaires généraux, qui survolent tous les thèmes relatifs à l'OMC.

65. Si l'OMC délègue à d'autres organisations la tâche d'expliquer ses Accords à un niveau élémentaire, elle ne devrait pas perdre ou ne perdrait pas pour autant la maîtrise de ses activités. Premièrement, cette "division du travail" devrait être réalisée sur la base d'arrangements informels ou formels avec les organisations compétentes, ce qui obligerait, à l'évidence, ces dernières à expliquer, en termes techniques (et non dans un but tactique) et neutres, les fonctions fondamentales de l'OMC et ses Accords. Deuxièmement, ces arrangements devraient prévoir l'élaboration du programme de ces séminaires et son approbation par l'OMC. Troisièmement, l'OMC pourrait participer à ces manifestations, en fonction de la disponibilité *ad hoc* de son personnel. Enfin, elle devrait obtenir un certain droit de regard sur ces activités menées par d'autres organisations.

66. Cette "division du travail" dégagerait certaines ressources mais l'OMC devrait continuer à faire face à des pénuries d'experts pour mener des activités d'assistance technique plus concrètes. À cette fin, le recours à des experts extérieurs intervenant sous la supervision de l'OMC et lui faisant rapport serait envisagé. Le fichier des experts de l'OMC comprendrait le nom de personnes qui ont déjà fait leurs preuves et sont tenues au courant des faits nouveaux et des activités en cours.

67. En conclusion, il est peut-être important de rappeler que, depuis l'institution de l'OMC, la demande d'assistance technique progresse continuellement et que le Secrétariat fait de son mieux pour y répondre, par ses propres moyens et en coopération avec d'autres institutions. Dans ces conditions, le Secrétariat doit être en mesure de planifier, en sachant clairement quelle doit être son action, une augmentation constante des ressources de l'assistance technique afin de répondre aux nouvelles demandes qui résulteront sans aucun doute de l'évolution du système commercial multilatéral.

ANNEXE 1

QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DES BESOINS

Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur
Représentant permanent
Mission permanente de ...

Monsieur l'Ambassadeur,

Vous vous souviendrez peut-être que certains Membres ont exprimé des préoccupations au sujet de l'efficacité et de l'efficiencia du processus de planification et de programmation des activités de coopération technique. La nécessité d'améliorer sensiblement ce processus devient en outre de plus en plus urgente, étant donné les graves difficultés en matière de ressources humaines et financières que rencontre le Secrétariat. Le succès du processus de planification, de programmation et d'exécution des activités de coopération technique passe obligatoirement par une collaboration entre les Membres et le Secrétariat.

C'est dans cet esprit que je vous demande de nous aider à recenser vos besoins en matière de coopération technique. Il serait également très utile que vous indiquiez clairement vos priorités en matière d'assistance technique pour tous les domaines considérés.

..... À cet égard, vous trouverez ci-joint un questionnaire susceptible d'aider les institutions pertinentes de votre pays à définir leurs besoins en la matière. Se présentant sous la forme d'un cadre indicatif pour la formulation des demandes d'assistance technique, le questionnaire est structuré comme suit:

- I. QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE;
- II. PARTICIPATION AU SYSTÈME COMMERCIAL MULTILATÉRAL;
- III. COMPRÉHENSION DES ACCORDS DE L'OMC ET ACCÈS À L'INFORMATION SUR LES QUESTIONS LIÉES À L'OMC;
- IV. AUTRES.

Il serait également très utile que vous indiquiez les intentions et/ou les possibilités de votre gouvernement en ce qui concerne le financement ou le partage des coûts des activités de coopération technique demandées. Le Secrétariat, quant à lui, mettra tout en œuvre pour tenir compte dans son programme d'activités pour 2001 de toutes les demandes d'assistance technique qui lui auront été présentées. La mise en œuvre se fera normalement dans les limites des ressources disponibles.

..... Afin de préciser le type d'activités d'assistance technique requis, vous voudrez bien vous reporter aux modalités de mise en œuvre figurant dans le document WT/COMTD/W/29/Rev.1 ci-joint.

./.

Nonobstant ce qui précède, nous sommes pleinement conscients du fait que d'autres besoins peuvent surgir au cours de l'année. Théoriquement, les demandes *ad hoc* devraient être l'exception, et à mesure qu'elles apparaîtront, nous souhaiterions que vous les insériez dans le cadre des priorités indiquées dans votre réponse au questionnaire. Par ailleurs, notre tâche serait grandement facilitée si toute nouvelle demande pouvait être transmise au Secrétariat au moins six semaines avant la date à laquelle une activité doit avoir lieu. S'il est vrai qu'aucun engagement ne peut être pris à l'avance, je peux vous assurer que tout sera mis en œuvre pour répondre aux demandes aussi complètement que possible dans les limites des ressources disponibles.

Il serait très utile que le Secrétariat reçoive toutes les demandes d'assistance technique d'ici au 15 septembre 2000. Cela lui permettrait de les inclure dans le programme annuel pour 2001 qui doit être présenté au Comité du commerce et du développement à sa dernière session de l'année prévue pour le 27 octobre 2000.

..... Pour plus de commodité, vous trouverez ci-joint des renseignements concernant les activités qui se sont tenues dans votre pays avec la participation de l'OMC et auxquelles des fonctionnaires de votre gouvernement ont pris part en 1998 et 1999, ainsi que celles qu'il est envisagé d'organiser ou qui ont déjà été engagées en 2000.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Jean-Maurice Léger
Directeur
Division de la coopération technique

QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DES BESOINS

Le présent questionnaire a pour objet d'obtenir de votre gouvernement une évaluation ciblée de ses besoins en matière de coopération technique en ce qui concerne les questions liées à l'OMC. Il servira de cadre indicatif pour aider à établir le Plan triennal 2001-2003. Veuillez utiliser les rubriques ci-après pour préciser quels sont vos besoins en matière de coopération technique.

ANNÉE CIVILE 2001

I. QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE

a) DOMAINE

Veuillez indiquer le type spécifique d'assistance technique dont vous avez besoin - par exemple, pour adapter les lois et les réglementations commerciales ou pour communiquer des données à l'OMC (notifications et base de données intégrée, etc.).

1. Accords de l'OMC spécifiques (par exemple, Accord sur l'évaluation en douane, Accord sur les ADPIC)
2. Notifications
3. Base de données intégrée
4. Autres

b) OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Quels sont les objectifs spécifiques à atteindre dans chacun des domaines indiqués ci-dessus?

**Vos
priorités¹**

¹ Veuillez indiquer vos priorités pour l'an 2001 selon l'ordre suivant: Priorité 1, Priorité 2, Priorité 3, etc. pour chaque section. Il devrait y avoir une seule Priorité 1 pour 2001.

II. PARTICIPATION AU SYSTÈME COMMERCIAL MULTILATÉRAL

a) DOMAINE

Veillez indiquer le secteur spécifique dans lequel une assistance technique est nécessaire

1. Négociations
2. Stages sur le règlement des différends
3. Autres (par exemple, recours aux dispositions relatives au traitement spécial et différencié, etc.).
Veillez préciser.

b) OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Quels sont les objectifs spécifiques à atteindre dans chacun des domaines indiqués ci-dessus?

**Vos
priorités¹**

¹ Veillez indiquer vos priorités pour l'an 2001 selon l'ordre suivant: Priorité 1, Priorité 2, Priorité 3, etc. pour chaque section. Il devrait y avoir une seule Priorité 1 pour 2001.

III. COMPRÉHENSION DES ACCORDS DE L'OMC ET ACCÈS À L'INFORMATION SUR LES QUESTIONS LIÉES À L'OMC

a) DOMAINE

Veuillez indiquer le secteur spécifique visé.

1. Accords de l'OMC spécifiques (par exemple, Accord antidumping, Accord sur l'évaluation en douane, etc.)
2. Centres de référence de l'OMC
3. Documentation
4. Autres (*veuillez préciser*)

b) OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Quels sont les objectifs spécifiques à atteindre dans chacun des domaines indiqués ci-dessus?

**Vos
priorités¹**

¹ Veuillez indiquer vos priorités pour l'an 2001 selon l'ordre suivant: Priorité 1, Priorité 2, Priorité 3, etc. pour chaque section. Il devrait y avoir une seule Priorité 1 pour 2001.

IV. AUTRES

Veillez ajouter ici toute demande ne pouvant pas être classée dans les rubriques ci-dessus et préciser les objectifs à atteindre.

**Vos
priorités¹**

ANNÉE CIVILE 2002

Si possible, veuillez indiquer de manière générale vos besoins en matière d'assistance technique pour 2002.

ANNÉE CIVILE 2003

Il suffit de donner un aperçu des besoins à titre indicatif.

¹ Veuillez indiquer vos priorités pour l'an 2001 selon l'ordre suivant: Priorité 1, Priorité 2, Priorité 3, etc. pour chaque section. Il devrait y avoir une seule Priorité 1 pour 2001.

ANNEXE 2

MODES ET MOYENS DE PRESTATION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

Séminaires généraux

1. Les séminaires généraux donnent un aperçu du système commercial multilatéral et diffusent des informations sur les travaux de l'OMC. Ils portent sur une large gamme de questions, notamment les règles et principes fondamentaux ainsi que le fonctionnement de l'OMC et de ses Accords, les mémorandums d'accord et les décisions, et fournissent des renseignements sur l'évolution récente de ses travaux. Ils offrent, en outre, la possibilité d'expliquer, en cas de besoin, les caractéristiques essentielles et les grands objectifs des activités de coopération technique de l'OMC.

Missions techniques

2. Les missions techniques visent à répondre à des questions/préoccupations spécifiques des pays ou à donner des explications détaillées et approfondies sur les Accords. Les personnes qui en bénéficient sont normalement celles qui contribuent directement à la surveillance de la mise en œuvre d'un accord. Les missions techniques sont un bon moyen d'aborder les options de politique commerciale et d'informer les fonctionnaires chargés de cette politique des débouchés commerciaux qui existent dans d'autres pays et des obligations de ces derniers. Elles consistent, par exemple, à aider les pays à examiner leur projet de législation; à établir un cadre institutionnel pour les mesures commerciales correctives (telles que les mesures antidumping) ou, dans le domaine de la propriété intellectuelle, pour la conformité avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC; à adapter les listes de concessions, y compris les listes de concessions tarifaires, au Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises; etc.

Ateliers

3. Les ateliers dispensent des formations consacrées à des questions spécifiques, par exemple les notifications, l'évaluation des risques, les techniques de négociation commerciale, les affaires soumises au règlement des différends, les ADPIC, l'agriculture, les OTC, les mesures SPS, l'AGCS, les subventions, les mesures commerciales correctives, etc. Ils sont destinés aux experts des domaines en question. Les ateliers sont axés en général sur un domaine particulier de la politique commerciale et non seulement ils fournissent des explications théoriques mais ils ont aussi une orientation pratique, comprenant des études de cas et des simulations.

Conférences et colloques nationaux

4. Les conférences permettent utilement de s'adresser à ceux qui élaborent les politiques commerciales ou influencent cette élaboration, y compris dans des domaines nouveaux. Pour les pays qui commencent à mettre en œuvre les Accords et les pays et territoires en voie d'accession, les conférences sont un bon moyen de se faire une idée générale des Accords et des problèmes et d'examiner des questions relatives aux politiques commerciales et à la mise en œuvre. L'intérêt des conférences dépend beaucoup des participants et de l'organisation.

Avis juridiques

5. L'article 27:2 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends prévoit que le Secrétariat de l'OMC donnera des avis et une aide juridiques aux pays en développement Membres qui le demandent. À cette fin, des experts juridiques sont à leur disposition à la Division de la coopération technique. Depuis la création de l'OMC en 1995, des avis juridiques

ont été fournis à des pays en développement Membres de l'OMC à plus de 75 reprises. L'aide consiste à donner aux pays des avis sur leurs droits et obligations découlant de l'Accord sur l'OMC; à déterminer si un Membre est en mesure d'engager une action ou de défendre une cause avec succès au titre d'un des accords visés; à entreprendre des recherches juridiques; et à émettre des observations sur les communications établies par les juristes des Membres.

Stages sur le règlement des différends

6. Conformément à l'article 27:3 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, la Division de la coopération technique organise régulièrement, et conjointement avec la Division des affaires juridiques, des stages de formation spéciaux sur les procédures et pratiques de règlement des différends. L'objectif est de faire en sorte que les fonctionnaires comprennent mieux le Mémoire d'accord sur le règlement des différends de l'OMC et de les mettre en mesure de conseiller efficacement leur gouvernement sur toutes les questions touchant à la mise en œuvre et à l'application de l'Accord sur l'OMC.

Projet universitaire

7. Comme il est nécessaire de diffuser aussi largement que possible des informations exactes sur l'OMC et le système commercial multilatéral, y compris dans la société civile, l'OMC approfondit ses liens existants et en établit de nouveaux avec plusieurs universités grâce à l'organisation de cours sur le commerce international. Non seulement l'OMC formule des observations sur le programme des cours de politique commerciale, mais elle fournit aussi de la documentation et organise des visites occasionnelles lorsque ses fonctionnaires sont en mission technique/officialle. On estime que l'acquisition de connaissances sur l'OMC aidera à long terme le pays, que les personnes diplômées travaillent dans le secteur public ou le secteur privé. Elle contribue aussi à créer des bases solides et durables pour le transfert des connaissances.

Centres de référence de l'OMC

8. À la fin décembre 2000, le programme de centres de référence de l'OMC portait sur 78 pays et 95 zones. Dans le cadre de ce programme, l'OMC fournit de la documentation et des équipements informatiques aux pays les moins avancés et aux petits pays insulaires, assure un accès à Internet et apprend à accéder à la masse d'informations qui se trouvent sur le site Web de l'OMC et sur d'autres vecteurs numériques élaborés par l'OMC. Dans le cas d'autres pays en développement, seules la documentation et la formation sont fournies lorsqu'un centre de référence de l'OMC est créé.

Technologies de l'information

9. Les différents projets entrepris pour diffuser des informations sur le système commercial multilatéral de l'OMC comprennent un programme de formation interactive assistée par ordinateur, le site Web officiel de l'OMC, des conférences en ligne, le CD-ROM sur les résultats du Cycle d'Uruguay, la base de données intégrée, la base de données sur les listes tarifaires codifiées, un tableau d'affichage sur les sources d'assistance technique liée au commerce, etc.

Autres modes de prestation

- i) Formation sur place, bon exemple de renforcement des capacités à long terme.
- ii) Stages de politique commerciale de courte durée (deux à trois semaines), qui portent sur des questions liées à la politique commerciale et au système commercial multilatéral. Ils s'ajoutent aux stages de politique commerciale de trois semaines organisés à l'intention des PMA au titre du suivi de la Réunion de haut niveau.

- iii) Assistance technique quotidienne fournie par les divisions de l'OMC aux Membres à Genève, y compris les groupes géographiques définis par l'OMC, et aux fonctionnaires des capitales.
- iv) Documents, manuels et notes techniques.

ANNEXE 3

LISTE INDICATIVE DES AVANTAGES COMPARATIFS DE L'OMC

- Expertise en ce qui concerne les mécanismes relevant du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et de l'examen des politiques commerciales ainsi que les accords commerciaux multilatéraux.
- Obligations découlant de l'article 27:2 et 27:3 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.
- Négociations en cours sur l'agriculture et les services et renégociations au titre de l'article XXVIII.
- Centres de référence de l'OMC.
- Conformité de la législation, des règlements et du cadre institutionnel nationaux avec les Accords de l'OMC.
- Informations techniques sur la mise en œuvre de certains Accords de l'OMC, en ce qui concerne les règles, l'AGCS, l'accès aux marchés, l'agriculture, les textiles, le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, l'examen des politiques commerciales, l'ATI et le processus d'accession.
- Expériences acquises en matière de techniques et dans le domaine des négociations tarifaires (recours à différentes approches et à des bases de données).
- Base de données concernant les tarifs, le commerce et le Système harmonisé (BDI, listes tarifaires codifiées).
- Procédures de notification.

ANNEXE 4

QUESTIONNAIRE RELATIF À L'ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE ET À L'OMC

Madame/Monsieur <<Titre>>,

Je sollicite par la présente votre appui à une initiative qui répondra, je l'espère, à notre intérêt commun et à celui de tous ceux qui tiennent beaucoup au renforcement des capacités des pays en développement pour que ceux-ci puissent relever les défis de leur participation au système commercial multilatéral et tirer parti des possibilités qu'offre cette participation.

Comme vous le savez, de plus en plus d'institutions et de gouvernements déploient des efforts considérables pour fournir aux pays en développement une assistance technique liée aux Accords de l'OMC et aux négociations commerciales multilatérales. Bien entendu, il convient de se féliciter de l'existence de sources d'assistance nombreuses, diversifiées et complémentaires. À cet égard, je pense qu'il serait utile de disposer d'un guide des sources d'assistance technique liée à l'OMC afin de favoriser une utilisation optimale de toutes les possibilités qui existent.

Outre qu'il répondrait à l'objectif immédiat de fournir un document de référence unique à toutes les parties intéressées, notamment aux bénéficiaires de l'assistance technique, ce guide pourrait aussi appuyer nos efforts visant à assurer une coordination et une coopération entre les différentes sources d'assistance disponibles. Les Membres soulèvent fréquemment des questions relatives à la cohérence, à la responsabilité et à l'utilisation efficace des ressources. Je partage leurs préoccupations. Ces informations nous permettraient de travailler plus efficacement dans le cadre de nos ressources limitées.

En tant que fournisseur potentiel d'assistance technique liée au commerce, je prie donc votre organisation de contribuer à l'établissement de ce manuel en remplissant le questionnaire ci-joint qui s'articule, comme vous le constaterez, autour de quelques questions simples sur le commerce et l'assistance technique liée à l'OMC. L'objectif n'est pas de dresser une liste exhaustive des activités menées par chaque fournisseur d'assistance technique, mais plutôt de communiquer des informations suffisantes pour permettre au lecteur de comprendre le type d'assistance qui peut être demandé à une source donnée.

Ces informations pourraient aussi représenter une contribution précieuse aux discussions que le Comité du commerce et du développement consacre actuellement à l'examen de l'ensemble des activités de coopération technique. Le Comité doit se réunir le 28 juin et les discussions se poursuivront durant deux journées de réflexion sur la coopération technique, les 18 et 19 juillet 2000. C'est pourquoi je vous serais reconnaissant de bien vouloir nous renvoyer ce questionnaire d'ici au 23 juin 2000 afin que nous puissions amorcer dès que possible la réalisation de ce projet. Je vous prie de bien vouloir communiquer vos réponses à M. Jean-Maurice Léger, Directeur de la Division de la coopération technique, OMC, 154 rue de Lausanne, 1211 Genève (téléfax: 0041 22 739 57 64; courrier électronique: jean-maurice.leger@wto.org).

./.

Il s'agit, je crois, d'un projet modeste mais utile et j'espère que vous y contribuerez. Bien entendu, je vous tiendrai informé de l'évolution ultérieure de ce projet et j'espère pouvoir vous faire savoir très bientôt par courrier que la première version du guide est établie.

Je vous prie d'agréer, Madame/Monsieur <<Titre>>, les assurances de ma très haute considération.

Mike Moore

<<Nom et adresse>>

**QUESTIONNAIRE RELATIF À L'ASSISTANCE TECHNIQUE
LIÉE AU COMMERCE ET À L'OMC**

Instructions à suivre pour remplir le questionnaire

Les réponses au présent questionnaire sont destinées à former la base d'un guide des sources d'assistance technique liées à l'OMC. Comme vous le constaterez, il s'articule autour de quelques questions simples sur le commerce et l'assistance technique liée à l'OMC.

L'objectif n'est pas de dresser une liste exhaustive des activités menées par chaque fournisseur d'assistance technique mais plutôt de fournir des informations suffisantes pour permettre au lecteur de comprendre le type d'assistance qui peut être demandé à une source donnée et lui permettre de prendre contact avec l'institution compétente pour obtenir de plus amples informations en cas de besoin. Nous vous prions de faire figurer vos réponses sur deux à trois pages, au maximum. Toutefois, n'hésitez pas à joindre des descriptions de projets précis lorsque celles-ci pourraient nous aider à comprendre la nature des activités menées.

Si vous avez des **renseignements à demander** au sujet du questionnaire à remplir, veuillez, s'il vous plaît, prendre contact avec M. Lahcel Aboutahir, Division de la coopération technique, OMC, téléphone: 00 41 22 739 57 38; télécopieur: 00 41 22 739 57 64; ou courrier électronique: lahcel.aboutahir@wto.org.

Prière de **renvoyer** d'ici au **23 juin 2000** le questionnaire rempli à M. Jean-Maurice Léger, Directeur de la Division de la coopération technique; OMC, 154 rue de Lausanne; 1211 Genève 21; télécopieur: 00 41 22 739 57 64; courrier électronique: jean-maurice.leger@wto.org.

Merci de votre coopération

PAYS

Point de contact

Adresse

Adresse e-mail

Site Web

2. Domaines visés en rapport avec l'OMC

[Prière d'indiquer ici les domaines en rapport avec l'OMC dans lesquels une assistance technique est fournie.]

Liste indicative: agriculture, commerce des services, commerce et environnement, règlements et normes techniques, mesures sanitaires et phytosanitaires, aspects de la propriété intellectuelle qui touchent au commerce, mesures antidumping, sauvegardes, subventions, tarifs douaniers, évaluation en douane, licences d'importation, inspection avant expédition, règles d'origine, facilitation des échanges, politique en matière de commerce et de concurrence, mesures concernant les investissements et liées au commerce, commerce et investissement, marchés publics, règlement des différends, négociations commerciales, accession à l'OMC]

3. Brève description du cadre institutionnel de l'assistance technique

[Veuillez faire ici une brève description générale (en un paragraphe) de la structure institutionnelle qui existe dans votre pays pour l'assistance technique. Précisez notamment le rôle des services ou organismes concernés et leur mandat.]

4. Assistance technique liée au commerce

[Prière de faire ici une description générale des activités d'assistance technique liées au commerce. Précisez notamment quels sont le service/l'organisme responsable, les grands objectifs, les modes de prestation, le financement, les bénéficiaires visés et les conditions d'admissibilité.]

5. Programmes concernant spécifiquement l'OMC

[Prière de décrire tous programmes spécifiques concernant particulièrement l'OMC ou les Accords de l'OMC. Précisez notamment quels sont le service/l'organisme responsable, les grands objectifs, les modes de prestation, le financement, les bénéficiaires visés et les conditions d'admissibilité.]

6. Activités destinées aux pays les moins avancés

[Prière de décrire brièvement tous programmes spécifiques concernant particulièrement les pays les moins avancés. Précisez notamment quels sont le service/l'organisme responsable, les grands objectifs, les modes de prestation, le financement et les conditions d'admissibilité.]

7. Partenariats/participation à des activités et à des programmes communs

[Prière de mentionner ici tous arrangements formels ou informels ou tous programmes convenus avec d'autres institutions qui portent sur l'assistance technique liée au commerce]

8. Renseignements complémentaires

[Prière d'indiquer ici le nom de la personne et/ou le service auquel il est possible de s'adresser pour obtenir des renseignements complémentaires sur l'assistance technique liée au commerce. S'il faut s'adresser à différents services dans le cas de domaines ou de programmes différents, prière de préciser le point de contact dans chaque cas. Prière d'indiquer aussi l'adresse e-mail et le site Web correspondants et de mentionner des brochures pertinentes ou d'autres sources d'information disponibles.]

ANNEXE 5

**EXEMPLE DE QUESTIONNAIRE PRÉPARATOIRE
DESTINÉ AUX PARTICIPANTS**

**ATELIER DE NIVEAU SUPÉRIEUR OMC/BASD SUR LES ENQUÊTES
EN MATIÈRE DE DROITS ANTIDUMPING
ET DE DROITS COMPENSATEUR**

Chiang Mai (Thaïlande)

10 – 14 novembre 1997

- I. Généralités
- 1.1 De combien d'affaires antidumping vous êtes-vous occupé en tant qu'enquêteur?
- ☐ 1 - 3 ☐ 4 - 5 ☐ 6 - 10 ☐ Plus de 10
- 1.2 De combien d'affaires relatives à des droits compensateurs vous êtes-vous occupé en tant qu'enquêteur?
- ☐ 1 - 3 ☐ 4 - 5 ☐ 6 - 10 ☐ Plus de 10
2. Combien de ces affaires sont maintenant closes après avoir abouti à une détermination finale? Combien n'ont-elles donné lieu qu'à une détermination préliminaire?
3. Quels sont les produits concernés? Les pays? Joindre une feuille, si nécessaire
4. Depuis combien d'années/de mois vous occupez-vous d'affaires concernant des droits antidumping/compensateurs? Est-ce un travail à plein temps ou un travail qui s'ajoute à d'autres responsabilités?
5. Êtes-vous spécialisé dans les procédures, les calculs de marge de dumping ou la détermination de l'existence d'un dommage? Ou traitez-vous en général tous les aspects d'une affaire dans des proportions relativement égales?
- ☐ Procédures ☐ Dumping ☐ Dommage ☐ Tous les aspects

Prière de remplir les autres parties du questionnaire en fonction de votre domaine de compétence. Si vous traitez tous les aspects d'une affaire, veuillez remplir les trois parties.

II. Pour les spécialistes des questions procédurales

6. Quelles sont les questions ou procédures ci-après dont la conceptualisation et la mise en œuvre vous posent des problèmes? Vous pouvez cocher autant de cases que vous souhaitez.

- ☐ Vérification de la "qualité" des producteurs aux fins du dépôt d'une plainte (article 5.4)
- ☐ Définition de la période couverte par l'enquête
- ☐ Traitement des renseignements confidentiels
- ☐ Décision d'utiliser les "données de fait disponibles" (article 6.8)
- ☐ Communication des "faits essentiels" aux parties intéressées, avant l'établissement d'une détermination finale (conformément à l'article 6.9)
- ☐ Détermination des marges de dumping sur la base d'un "examen limité" (conformément à l'article 6.10)
- ☐ Durée des mesures provisoires
- ☐ Mécanisme des engagements en matière de prix
- ☐ Application de la règle du "droit moindre"
- ☐ Fixation des droits antidumping sur une base "prospective" (conformément à l'article 9.3.2)
- ☐ Fixation des droits antidumping sur une base "rétrospective" (conformément à l'article 9.3.1)
- ☐ Fixation des taux pour les exportateurs qui n'ont pas fait "individuellement l'objet d'un examen" (conformément à l'article 9.4)
- ☐ Fixation des taux pour les "nouveaux expéditeurs" (comme le prévoit l'article 9.5)
- ☐ Conditions dans lesquelles il est possible d'appliquer rétroactivement des droits définitifs pour la période s'étalant entre la détermination finale et la détermination préliminaire (article 10.2 et 10.4)
- ☐ Conditions dans lesquelles il est possible d'appliquer rétroactivement des droits définitifs pour la période s'étalant entre la détermination finale et 90 jours au plus avant la détermination préliminaire (article 10.6)
- ☐ Réexamens au titre de l'article 11.2 (réexamens "en raison d'un changement de circonstances")
- ☐ Réexamens au titre de l'article 11.3 (réexamens avant la fin des "cinq ans" ou "à l'expiration")
- ☐ Teneur des déterminations

- ☐ Révision judiciaire
- ☐ Mesures antidumping pour le compte d'un pays tiers
- ☐ Notification des mesures antidumping préliminaires et finales au Comité antidumping (article 16.4)
- ☐ Présentation de rapports semestriels (article 16.4)
- ☐ Notification des autorités compétentes et de la législation intérieure (article 16.5)
- ☐ Consultations et règlement des différends (article 17)
- ☐ Applicabilité de l'Accord antidumping (article 18.3)
- ☐ Date de l'imposition des mesures préexistantes aux fins des examens au titre de l'article 11.3 (article 18.3.2)
- ☐ Conformité de la législation nationale avec l'Accord antidumping (article 18.4)
- ☐ Notification au Comité antidumping de toute modification apportée à la législation nationale (article 18.5)

III. Pour les spécialistes des calculs du dumping

Détermination de la valeur normale/du prix à l'exportation

7. Avez-vous déjà rencontré le cas où les produits faisant l'objet de l'enquête provenaient d'un pays différent du pays d'exportation?
- ☐ Oui ☐ Non ☐ Je ne comprends pas clairement le problème
- 7.1 Dans l'affirmative, sur quelle base avez-vous déterminé la valeur normale dans ce cas?
- ☐ Pays d'exportation ☐ Pays d'origine
- 7.2 Quelles étaient les circonstances? (Une explication brève, en une phrase, suffit)
8. Avez-vous déjà déterminé la valeur normale sur une autre base que celle des prix dans le pays d'exportation (d'origine)? Dans l'affirmative, sur quoi vous êtes-vous fondé?
- ☐ Le prix à l'exportation à destination d'un pays tiers
- ☐ La valeur construite
9. Lorsque vous établissez la valeur normale sur la base des prix, vérifiez-vous s'ils sont inférieurs aux coûts, même si le requérant ne vous le demande pas?
- ☐ Oui ☐ Non
- ☐ Je ne comprends pas clairement le problème

10. Si vous avez vérifié si les prix sont inférieurs aux coûts et/ou calculés des valeurs construites, quel est votre degré de connaissance des dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC concernant le calcul des coûts et des bénéfices?

☐ Assez élevé ☐ Moyen
☐ Très bas

11. Vérifiez-vous si les prix utilisés pour l'établissement de la valeur normale correspondent à des transactions entre des parties liées?

☐ Oui ☐ Non ☐ Je ne comprends pas
clairement le problème

- 11.1 Dans l'affirmative, comment traitez-vous les prix des transactions intérieures entre des parties liées?

☐ Vous les excluez des calculs
☐ Vous les ajustez sur la base du prix de revente au premier acheteur non lié
☐ Autres possibilités (prière de limiter votre réponse à une ligne)

12. Vérifiez-vous si les prix à l'exportation correspondent à des transactions entre des parties liées?

☐ Oui ☐ Non ☐ Je ne comprends pas
clairement le problème

- 12.1 Dans l'affirmative, comment traitez-vous les prix des transactions à l'exportation entre des parties liées?

☐ Vous les excluez des calculs
☐ Vous les ajustez sur la base du prix de revente au premier acheteur non lié
☐ Autres possibilités (prière de limiter votre réponse à une ligne)

- 12.2 Avez-vous déjà calculé le prix à l'exportation en le construisant?

☐ Oui ☐ Non ☐ Je ne comprends pas
clairement le problème

13. Échantillonnage

- 13.1 Avez-vous déjà déterminé la valeur normale sur la base d'un échantillon de transactions?

☐ Oui ☐ Non ☐ Je ne comprends pas
clairement le problème

- 13.2 Avez-vous déjà déterminé le prix à l'exportation sur la base d'un échantillon de transactions?

☐ Oui ☐ Non ☐ Je ne comprends pas
clairement le problème

14. Prière de préciser les ajustements auxquels vous avez procédé

14.1 Différences dans les conditions de vente (en ce qui concerne le fret, les assurances, le crédit, les commissions, les rabais, etc.).

☐ Oui ☐ Non

14.2 Différences dans les niveaux commerciaux

☐ Oui ☐ Non

14.3 Différences dans la taxation

☐ Oui ☐ Non

14.4 Différences dans les caractéristiques physiques

☐ Oui ☐ Non

14.5 Différences dans les quantités

☐ Oui ☐ Non

Calcul de la marge de dumping

15. Lorsque le produit faisant l'objet de l'enquête ne présente pas de caractéristiques physiques homogènes, réorganisez-vous les données en fonction de ces caractéristiques lorsque vous calculez la marge de dumping?

☐ Oui ☐ Non ☐ Je ne comprends pas clairement le problème

15.1 Quelles caractéristiques de produits retenez-vous pour la classification? Faites-vous une classification par position tarifaire, par exemple? Prière de formuler votre réponse en une phrase.

16. D'après l'expérience que vous avez acquise, les transactions prises en compte dans la détermination du prix à l'exportation sont-elles nettement moins nombreuses que celles qui le sont dans la détermination de la valeur normale?

☐ Oui ☐ Non ☐ Il est impossible de généraliser

- 16.1 Si les ventes à l'exportation sont nettement moins nombreuses que les ventes intérieures, sont-elles en général étalées sur toute la période couverte par l'enquête (l'une ayant été effectuée, par exemple, en janvier, une en avril, une en juillet et une en octobre, à supposer que la période couverte par l'enquête comprenne l'année civile entière) ou sont-elles concentrées à un moment donné?

- ☐ Elles sont étalées ☐ Elles sont concentrées
☐ Il est impossible de généraliser

17. Lorsque vous calculez la marge de dumping, comparez-vous en général

- ☐ une valeur normale moyenne pondérée à une moyenne pondérée des prix à l'exportation?
☐ des valeurs normales prises individuellement à des prix à l'exportation pris individuellement?

- 18.1 Si vous calculez la marge de dumping transaction par transaction, calculez-vous une marge de dumping moyenne pondérée en tenant compte de toutes les marges de dumping individuelles, qu'elles soient négatives ou positives?

- ☐ Oui ☐ Non ☐ Je ne comprends pas clairement le problème

Vérification

19. Vos services vérifient-ils les renseignements communiqués par les exportateurs et les importateurs?

- ☐ Oui ☐ Non

- 19.1 Dans l'affirmative, avez-vous déjà participé à une vérification?

- ☐ Oui ☐ Non

- IV. Pour les spécialistes de la détermination de l'existence d'un dommage

20. Lorsque vous procédez à une analyse relative à un dommage, quelles sont, parmi les questions ci-après, celles que vous connaissez le moins bien?

- ☐ les "produits similaires"
☐ l'accroissement en volume des importations faisant l'objet d'un dumping
☐ les effets sur les prix des importations faisant l'objet d'un dumping ("sous-cotation des prix", "obstacle à des hausses de prix" et "baisse des prix")
☐ les incidences des importations faisant l'objet d'un dumping (les 16 facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping)
☐ le cumul
☐ le lien de causalité

- ☐ les facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping (mentionnés à l'article 3.5)
- ☐ la menace de dommage important
- ☐ le retard important

Vérification

21. Vos services vérifient-ils les renseignements communiqués par les producteurs nationaux?

- ☐ Oui ☐ Non

21.1 Avez-vous déjà participé à une vérification?

- ☐ Oui ☐ Non

Merci de votre coopération.

ANNEXE 6

CADRE DE L'ÉLABORATION DU PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE PLURIANNUEL AVEC LES PAYS BÉNÉFICIAIRES

10. À supposer que des ressources financières suffisantes soient disponibles, le cadre devrait être orienté vers l'action et avoir pour but de développer des domaines de compétence spécifiques. Il devrait tenir compte des travaux déjà menés à ce jour au niveau national et s'appuyer sur ces travaux.
11. Ce programme, dont l'exécution doit durer trois ans, devrait être conçu de manière cohérente afin que les capacités des pays bénéficiaires soient renforcées par étapes, chaque étape s'appuyant sur les résultats de la précédente. Cette approche n'exclut pas la réalisation parallèle et simultanée de plusieurs objectifs.
12. Pour que cette approche soit couronnée de succès, les pays doivent toutefois montrer qu'ils s'engagent avec la même fermeté en faveur de la cohérence et de la continuité, tant en matière institutionnelle qu'en ce qui concerne les ressources humaines allouées au programme.
13. Du fait de la variété et de la diversité des pays visés, il est nécessaire d'adopter une approche souple, qui module les différents objectifs en fonction des spécificités régionales et sous-régionales, et d'aborder aussi des priorités nationales concrètes. Parallèlement, il est souhaitable d'assurer une cohérence globale du programme conformément au mandat et aux objectifs de l'assistance technique de l'OMC.
14. Pour élaborer le programme, il est prévu de faire appel le plus possible, en coordination étroite avec le Secrétariat de l'OMC, aux institutions régionales et sous-régionales qui fournissent une aide à différents groupements de pays bénéficiaires.
15. Compte tenu de ce qui précède, les Grandes Lignes du programme sont présentées ci-après. L'énumération des objectifs commence par les plus généraux pour aboutir aux plus spécifiques et spécialisés. Il est prévu que chaque étape s'appuiera sur les résultats de la précédente, comme il a été indiqué plus haut, mais cela n'empêche pas de chercher à atteindre parallèlement et simultanément deux objectifs ou davantage, en respectant les priorités fixées aux niveaux national et sous-régional.
16. Les Grandes Lignes sont conçues comme une liste d'activités que le Secrétariat de l'OMC pourrait mener à bien. La collaboration d'autres organisations internationales et d'organisations régionales ou sous-régionales serait recherchée sur une base *ad hoc* et conformément aux activités à mettre en place. Les objectifs décrits ne concernent que des questions relevant du mandat de l'OMC.

GRANDES LIGNES D'UN PROGRAMME DE COOPÉRATION TECHNIQUE PLURIANNUEL

Objectif 1: Renseignements généraux sur le système commercial multilatéral

D'une manière générale, ces activités concernent la diffusion générale de renseignements, sur demande expresse des pays intéressés, de préférence au niveau national, à l'intention de milieux soigneusement ciblés - hauts fonctionnaires, milieux d'affaires, médias, universitaires - dont les activités ont trait à la politique commerciale.

Activité 1:

- Organisation de séminaires généraux à l'intention des secteurs public et privé et des universités;

Activité 2:

- Participation de l'OMC à des conférences, symposiums et d'autres manifestations organisées par les ministères, organismes publics, associations locales, chambres de commerce, etc.

Activité 3:

- Sensibilisation des médias (moyens audiovisuels, réunions régulières dans les pays); formation de la presse destinée à rendre plus professionnelle et plus objective la communication d'informations sur l'OMC et, plus généralement, les questions de politique commerciale et économique.

Activité 4:

- Création de centres de référence de l'OMC et amélioration du recours aux centres de référence existants de l'OMC, dans le but précis de tenir le pays concerné au courant de l'évolution de l'OMC et du système commercial multilatéral.

Objectif 2: Amélioration de la participation des pays au système commercial multilatéral

La participation au système commercial multilatéral consiste, au niveau institutionnel, à participer aux négociations (bilatérales, plurilatérales et multilatérales) sur l'accès aux marchés des marchandises et des services et sur l'établissement de règles; à développer l'aptitude à obtenir, à traiter et à manipuler des statistiques; à participer au processus de prise de décisions de l'OMC, notamment aux débats et discussions de ses différents organes; et à recourir efficacement au mécanisme de règlement des différends de l'OMC, tant pour faire respecter ses droits que pour défendre ses positions lorsque l'on fait l'objet de plaintes.

Activité 1:

- Formation spécifique aux techniques de négociation.

Activité 2:

- Exercices pratiques de simulation de négociations.

Activité 3:

- Formation à l'utilisation de la base de données intégrée.

Activité 4:

- Stages sur le règlement des différends (études de cas, simulations de procédures de groupe spécial).

Objectif 3: Formation approfondie au système commercial multilatéral (mise à niveau des ressources humaines)

L'objectif est de permettre, aux niveaux national et sous-régional, aux pays bénéficiaires d'approfondir et d'élargir leur connaissance du système commercial multilatéral et des travaux de l'OMC.

Activité 1:

- Ateliers/séminaires spécialisés (niveau régional/national)

Activité 2:

- Activités de formation de formateurs. Elles pourraient prendre la forme de cours périodiques reposant sur les institutions sous-régionales (SADC, COMESA, Secrétariat du Forum, Secrétariats de la CARICOM et de l'OECD) et/ou se déroulant à Genève dans l'esprit du Programme de formation des formateurs du JITAP. Les cours seraient destinés, par exemple, à des groupes de personnes de chaque pays (deux hauts fonctionnaires, deux professeurs d'université et deux cadres du secteur privé) et aux secrétariats sous-régionaux.

Activité 3:

- Formation à l'université (intégration d'éléments de formation dans les programmes universitaires)

Objectif 4: Mise en œuvre des Accords commerciaux multilatéraux au niveau national

Ce serait l'un des objectifs les plus déterminants du programme. La mise en œuvre des engagements multilatéraux s'est révélée l'un des points les plus faibles de nombreux pays en développement, notamment les moins avancés d'entre eux. À cet égard, l'assistance technique concerne le processus législatif, les notifications, le développement institutionnel (notamment le renforcement des institutions existantes et l'instauration de mécanismes et de contacts interministériels aux fins de la consultation du secteur privé), la formation spécifique au fonctionnement de certains *Accords* au niveau national, tels que l'Accord sur l'évaluation en douane, et à l'application des mesures commerciales correctives (mesures antidumping, droits compensateurs et sauvegardes), ainsi que le respect de la prohibition éventuelle de subventions à l'exportation.

Activité 1:

- Assistance dans le cadre du processus d'adaptation des lois et règlements commerciaux aux Accords de l'OMC.

Activité 2:

- Formation spécifique à la mise en œuvre effective des Accords (de l'Accord sur l'évaluation en douane, par exemple).

Activité 3:

- Assistance en matière de notifications.

ANNEXE 7

Country Request and Evaluation Form

Formulaire de demande et d'évaluation à l'intention des pays

Formulario de petición y evaluación del país

Part I: WTO (to be filled out by staff member undertaking the mission)

MISSION CODE	<input type="text"/>	COMTD Reference	<input type="text"/>	WTO Focal Point	<input type="text"/>
Country	<input type="text"/>	Focal Point: lead ministry/agency	<input type="text"/>		
Activity dates	<input type="text"/>	<input type="text"/>	Duration (days)	<input type="text"/>	
Estimated cost of the activity	<input type="text"/>		Combined with	<input type="text"/>	
Funding	<input type="text"/>				
	<input type="text"/>				
Division(s)	<input type="text"/>		Nb of staff	<input type="text"/>	
Mode of delivery ⁽²⁾	<input type="text"/>		Initial request/reference	<input type="text"/>	
Activities to be undertaken/ Subject(s) covered	<input type="text"/>				
Participating Countries	<input type="text"/>				
WTO/other lead agency	<input type="text"/>				

⁽²⁾ This can be national seminar, regional seminar, workshop, technical mission, conference/symposium

*Specific objective(s)
of the mission /*

*Objectif(s) spécifique(s) /
Objetivo(s) específico(s)*

*Success indicators/
performance targets/
Indicateurs de succès /
Indicadores de éxito*

Part II: WTO/Country (to be filled out in English/French or Spanish)

*Activities undertaken:
assessment by WTO /*

*Activités entreprises:
évaluation faite par l'OMC /
Actividades emprendidas:
evaluación por parte de
la OMC*

*Immediate assessment by
beneficiary (lead agency) /*

*Evaluation immédiate faite
par le bénéficiaire
(organisme chef de file) /
Evaluación inmediata por
parte del beneficiario
(organismo responsable)*

*Assessment of mission after
3-6 months by beneficiary
(lead agency) /*

*Evaluation de la mission
faite par le bénéficiaire
(organisme chef de file)
au bout de 3 à 6 mois /
Evaluación de la misión
a los 3-6 mese por parte
del beneficiario (organismo
responsable)*

*Nature of follow-up
expected/requested
Nature du suivi attendu
/demandé /
Naturaleza del seguimiento
previsto/solicitado*

--

Note: Boxes in shading will be filled out by the Technical Cooperation Division. Please complete Part I at the time of your travel request and send to TC Division. Keep a copy and complete Part II while on mission. Upon your return all information should be sent electronically to the TC Division (isabelle.celestin@wto.org). Thank you.

Formulaire d'évaluation à l'intention des participants (Séminaire, atelier, conférence et cours de formation)

Remplir ce questionnaire nous aidera à améliorer et à adapter nos activités de coopération technique futures. Merci d'avance pour votre collaboration.

Intitulé de l'activité:

Date(s) et lieu:

Veillez indiquer votre secteur d'activité:

☐

Administration publique

☐

Secteur privé

☐

Autres

1. a) Quels sont les principaux objectifs de votre participation à cette activité?

☐

Obtenir des informations générales sur l'OMC et le système commercial multilatéral

☐

Obtenir des informations détaillées sur des *Accords* spécifiques

- lesquels:

☐

Traiter des questions liées à la mise en œuvre des Accords de l'OMC

☐

Obtenir des informations sur le programme de travail incorporé (concernant, par exemple, l'agriculture, les services et la propriété intellectuelle)

☐

Obtenir des informations sur les autres questions intéressant le système commercial multilatéral (investissement, politique de concurrence, etc.)

1. b) Ont-ils été réalisés ?

Oui, en grande partie	Oui, plus ou moins	Pas entièrement	Sans opinion

Veillez donner une brève explication

2. Comment évaluez-vous l'activité à laquelle vous avez participé ?

	Excellent	Bon	Satisfaisant	Pas satisfaisant
Teneur (fond)				
Structure (thèmes)				
Exposés (qualité)				
	Suffisante	Insuffisante	Sans opinion	
Durée de l'activité				
	Très utiles	Utiles	Inutiles	Sans opinion
Documentation et matériel fourni				

3. Les documents ont-ils été mis à disposition en temps opportun?

Très opportun	Opportun	Inopportun	Sans opinion

4. Quels documents ou autres supports distribués ont été les plus utiles?

a.	b.
c.	d.

5. Comment évaluez-vous les arrangements logistiques relatifs à cette activité?*

	Excellents	Bons	Satisfaisants	Médiocres
Voyage				
Hébergement				
Salle de réunion				
Autres				

* Question qui pourrait ne pas être applicable dans certains cas.

6. Quelle(s) partie(s) de l'activité avez-vous trouvée(s) le(s) plus utiles(s) à votre travail? Veuillez donner des explications si nécessaire.

a.	b.
c.	d.

7. Quels domaines ou aspects n'ont pas été à votre avis correctement ou suffisamment traités? Veuillez donner des explications si nécessaire.

a.	b.
c.	d.

8. A-t-on consacré trop de temps à certains thèmes? Si oui, le(s)quel(s)?

--

9. Quels domaines ou aspects n'ont pas été abordés durant cette activité mais auraient à votre avis été utiles à la réalisation de vos objectifs? Veuillez donner des explications si nécessaire.

a.	b.
c.	d.

10. Qu'entendez-vous faire des informations communiquées durant cette activité ?

- ☐ Les transmettre
 ☐ au secteur public
☐ au secteur privé
☐ à d'autres destinataires
- ☐ Les utiliser pour former d'autres personnes
- ☐ Contribuer à la formulation des questions de politique générale relatives à l'OMC
- ☐ Les utiliser pour améliorer mon propre travail
- ☐ Les utiliser pour organiser des activités similaires au niveau national
- ☐ Autres. Précisez s'il vous plaît.

11. Cette activité requiert-elle un suivi? ☐ Non.

Dans l'affirmative, veuillez cocher les cases pertinentes:

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Au niveau national | <input type="checkbox"/> pour les hommes d'affaires et/ou les universités/centres de recherche |
| | <input type="checkbox"/> pour les hauts fonctionnaires |
| | <input type="checkbox"/> avec la participation d'institutions régionales ou sous-régionales |
| <input type="checkbox"/> Au niveau régional | <input type="checkbox"/> avec la participation d'institutions régionales et/ou sous-régionales |

Veuillez donner une brève explication à vos réponses à la question 11.

Date: _____

Formulaire d'évaluation à l'intention des participants

Centre de référence de l'OMC

En répondant à ce questionnaire, vous nous aiderez à améliorer et à adapter nos activités de coopération technique futures. Merci d'avance pour votre collaboration.

Pays:

1. La formation, dispensée par l'équipe de l'OMC, relative à l'utilisation de l'information a-t-elle répondu à vos attentes?

Oui, tout à fait	Oui, plus ou moins	Pas entièrement	Sans opinion

2. Quels domaines ou aspects n'ont pas été abordés pendant la formation mais auraient présenté, à votre avis, un intérêt pour votre travail? Précisez lesquels s'il vous plaît.

--

3. Les équipements informatiques fournis par l'OMC fonctionnent-ils maintenant?

Oui	Non	Sans opinion

Si non, expliquez s'il vous plaît.

--

4. Est-ce que la connexion Internet fonctionne convenablement?

Oui	Non	Sans opinion

Si non, précisez s'il vous plaît.

--

5. Les documents et le matériel fournis par l'OMC ont-ils été utiles au fonctionnement du Centre de référence?

Très utiles	Utiles	Inutiles	Sans opinion

Si non, précisez s'il vous plaît.

--

6. À quoi servira principalement le Centre de référence de l'OMC?

- ☐ À accéder à des outils de formation électroniques
- ☐ À accéder à l'information
- ☐ À maintenir un contact permanent avec l'OMC
- ☐ Autres

Précisez s'il vous plaît.

--

7. Quel pourrait-être, à votre avis, le suivi nécessaire? Veuillez préciser.

a) Formation	d) Logiciel
b) Maintenance des ordinateurs	e) Documentation/mise en place d'une bibliothèque du Centre de référence
c) Matériel	f) Autres. Veuillez préciser.

Date: _____

Formulaire d'évaluation à l'intention des participants

Mission technique

Remplir ce questionnaire nous aidera à améliorer et à adapter nos activités de coopération technique futures. Merci à l'avance de votre collaboration.

Objet de la mission:

Date(s) et lieu:

Prière d'indiquer votre domaine d'activité:

☐

Administration publique

☐

Secteur privé

1. a) Quels sont les principaux objectifs de votre participation à cette activité?

☐

Comprendre des questions précises

☐

Établir des notification

☐

Élaborer des réglementations

☐

Élaborer des lois

☐

Autres. Veuillez préciser _____

1. b) Vos principaux objectifs ont-ils été réalisés?

Oui, largement	Modérément	Pas entièrement	Sans opinion

Veuillez donner une brève explication.

--

2. Comment évaluez-vous l'activité à laquelle vous venez de participer?

	Excellente	Bonne	Satisfaisante	Insatisfaisante
Structure de l'activité				
	Très utiles	Utiles	Inutiles	Sans opinion
Documentation et matériel fournis				
	Très pertinente	Pertinente	Peu pertinente	Sans opinion
Pertinence de la contribution de l'expert (des experts)				

3. Quelle(s) partie(s) de l'activité avez-vous trouvé très utile à votre travail? Expliquez si nécessaire.

a.	b.
c.	d.

4. À votre avis, quels domaines ou aspects n'ont pas été suffisamment ou correctement traités? Veuillez expliquer si nécessaire.

a.	b.
c.	d.

5. Un thème a-t-il été traité trop longuement? Dans l'affirmative, le(s)quel(s)?

--

6. Quels domaines ou aspects n'ayant pas été traités durant l'activité auraient présenté un intérêt pour la réalisation de vos objectifs? Veuillez donner une explication si nécessaire.

a.	b.
c.	d.

7. Cette mission requiert-elle un suivi?

Non

1

Dans l'affirmative, veuillez cocher les cases pertinentes:

Pour le secteur privé

□

Pour les hauts fonctionnaires

Autres (veuillez préciser)

Veuillez expliquer brièvement, s'il vous plaît, vos réponses à la question 7.

--

Date: _____

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	52
--	---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----